

CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS
DE BELGIQUE

10 mars 2022

PROPOSITION DE RÉSOLUTION

**relative à un règlement pacifique
du conflit opposant la Fédération
de Russie et l'Ukraine et à la construction
d'une nouvelle architecture de sécurité
inclusive pour l'Europe**

(déposée par M. Nabil Boukili et consorts)

BELGISCHE KAMER VAN
VOLKSVERTEGENWOORDIGERS

10 maart 2022

VOORSTEL VAN RESOLUTIE

**betreffende een vreedzame oplossing
van het conflict tussen
de Russische Federatie en Oekraïne en
de constructie van een nieuwe en inclusieve
veiligheidsarchitectuur voor Europa**

(ingediend door de heer Nabil Boukili c.s.)

N-VA	: Nieuw-Vlaamse Alliantie
Ecolo-Groen	: Ecologistes Confédérés pour l'organisation de luttes originales – Groen
PS	: Parti Socialiste
VB	: Vlaams Belang
MR	: Mouvement Réformateur
CD&V	: Christen-Democratisch en Vlaams
PVDA-PTB	: Partij van de Arbeid van België – Parti du Travail de Belgique
Open Vld	: Open Vlaamse liberalen en democraten
Vooruit	: Vooruit
cdH	: centre démocrate Humaniste
DéFI	: Démocrate Fédéraliste Indépendant
INDEP-ONAFH	: Indépendant - Onafhankelijk

<i>Abréviations dans la numérotation des publications:</i>		<i>Afkorting bij de numerering van de publicaties:</i>	
DOC 55 0000/000	Document de la 55 ^e législature, suivi du numéro de base et numéro de suivi	DOC 55 0000/000	Parlementair document van de 55 ^e zittingsperiode + basisnummer en volgnummer
QRVA	Questions et Réponses écrites	QRVA	Schriftelijke Vragen en Antwoorden
CRIV	Version provisoire du Compte Rendu Intégral	CRIV	Voorlopige versie van het Integraal Verslag
CRABV	Compte Rendu Analytique	CRABV	Beknopt Verslag
CRIV	Compte Rendu Intégral, avec, à gauche, le compte rendu intégral et, à droite, le compte rendu analytique traduit des interventions (avec les annexes)	CRIV	Integraal Verslag, met links het definitieve integraal verslag en rechts het vertaald beknopt verslag van de toespraken (met de bijlagen)
PLEN	Séance plénière	PLEN	Plenum
COM	Réunion de commission	COM	Commissievergadering
MOT	Motions déposées en conclusion d'interpellations (papier beige)	MOT	Moties tot besluit van interpellaties (beigegekleurd papier)

DÉVELOPPEMENTS

MESDAMES, MESSIEURS,

La guerre criminelle livrée par la Russie à l'Ukraine nous a tous profondément choqués. Cette attaque brutale et cette effusion de sang inutile doivent être fermement condamnées. Il s'agit d'une violation flagrante de l'intégrité territoriale d'un État souverain, un principe clé de la Charte des Nations Unies sur lequel repose l'ordre international depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale. L'action militaire de la Russie est une escalade dans un conflit qui dure depuis 2014 et qui avait déjà fait 14 000 victimes à la date du 24 février 2022. L'invasion russe est indéfendable. Il existe un cadre de négociations dans ce conflit, le format dit "Normandie", dans lequel la Russie, l'Ukraine, l'Allemagne et la France mènent des pourparlers depuis 2014 et se sont entendus sur l'accord de Minsk II en 2015. Ce format, longtemps resté inactif parce que les différentes parties n'ont jamais vraiment mis en œuvre les accords de Minsk, doit être relancé dès que possible pour permettre une désescalade du conflit et trouver un règlement définitif à celui-ci.

La Russie d'aujourd'hui est un État corrompu et autoritaire, dans lequel les échelons supérieurs de l'administration collaborent avec quelques clans oligarchiques pour maintenir un système de monopoles économiques et de clientélisme politique. La population en paie le prix. Cet État est dirigé par le président Vladimir Poutine depuis plus de deux décennies. Celui-ci mène une politique néolibérale et nationaliste qui ne tolère pas la contradiction, fausse les élections, réduit brutalement au silence l'opposition politique et opprime la population. Pendant la crise du coronavirus, le président russe a procédé à une modification de la Constitution qui centralise encore plus fort le pouvoir entre les mains de son entourage. Sur le plan extérieur, il prône l'idée de la "Grande Russie", qui entraîne des conflits et des tensions avec d'autres ex-républiques soviétiques et joue également un rôle pernicieux dans cette guerre: selon Poutine, l'Ukraine est une création artificielle de l'Union soviétique qui doit faire partie intégrante de la Russie et ne peut constituer une nation indépendante et encore moins hostile. Il est clair que ce discours tsariste abject ne peut que conduire à la guerre avec les pays voisins de la Fédération de Russie. Outre la résistance en Ukraine, l'invasion de l'Ukraine par la Russie suscite des protestations croissantes de la part de la population russe, protestations qui sont brutalement réprimées.

La Russie est et reste une partie intégrante de l'Europe et un voisin de l'Union européenne. Elle est une

TOELICHTING

DAMES EN HEREN,

De misdadige oorlog van Rusland tegen Oekraïne heeft ons allen diep geschokt. De brutale aanval en het nodeloze bloedvergieten moeten met klem worden veroordeeld. Het gaat om een flagrante schending van de territoriale integriteit van een soevereine staat, een belangrijk principe uit het Handvest van de Verenigde Naties waarop de internationale orde sinds het einde van de Tweede Wereldoorlog gebaseerd is. De militaire actie van Rusland is een escalatie in een conflict dat al sinds 2014 aan de gang is en waarin vóór 24 februari 2022 al 14 000 doden te betreuren waren. De Russische inval is onverdedigbaar. Er bestaat een kader voor onderhandelingen in dit conflict, het zogenaamde Normandië-formaat, waarbinnen Rusland, Oekraïne, Duitsland en Frankrijk sinds 2014 besprekingen voeren en in 2015 overeenstemming bereikten over het Minsk II-akkoord. Dat formaat, dat lang inactief is geweest omdat de verschillende partijen de Minsk-akkoorden nooit echt hebben uitgevoerd, moet zo snel mogelijk worden heropgestart om de situatie te laten de-escaleren en een definitieve oplossing te vinden voor het conflict.

Rusland is op dit moment een corrupte en autoritaire staat, waarin de top van de administratie samenwerkt met enkele oligarchische clans om een systeem van economische monopolies en politiek cliëntelisme in stand te houden. Het gelag daarvan wordt betaald door de bevolking. Deze staat wordt al meer dan twee decennia geleid door president Vladimir Poetin. Hij voert een neoliberaal en nationalistisch beleid dat geen tegenspraak duldt, verkiezingen vervalst, de politieke oppositie brutaal de mond snoert en de bevolking onderdrukt. Tijdens de coronacrisis heeft de Russische president een grondwetswijziging doorgevoerd die de macht nog sterker centraliseert in de handen van zijn entourage. Op buitenlands vlak hangt hij de zogenaamde "Groot-Russische" gedachte aan, die tot conflicten en spanningen met andere ex-Sovjetrepublieken leidt en ook een nefaste rol speelt in deze oorlog: volgens Poetin is Oekraïne een artificiële creatie van de Sovjet-Unie die integraal deel van Rusland moet uitmaken en geen onafhankelijke, laat staan vijandige, natie mag vormen. Het is duidelijk dat dit verwerpelijke tsaristische discours enkel tot oorlog kan leiden met buurlanden van de Russische Federatie. De Russische inval in Oekraïne stuit naast verzet in Oekraïne ook op groeiend protest van de Russische bevolking, een protest dat met harde hand wordt onderdrukt.

Rusland is en blijft een deel van Europa en een buurland van de Europese Unie. Het is een kernmacht en

puissance nucléaire et un important fournisseur de matières premières et d'énergie; il est donc dans l'intérêt de l'Europe et du monde de trouver un *modus vivendi*. Le pire serait de voir s'installer le conflit dans la durée, ce qui plongerait toute une région dans le chaos pendant des mois et aurait un coût très élevé en termes de vies humaines. Dans le pire des cas, cette guerre se transformerait en un conflit armé entre la Russie et les pays de l'OTAN: deux puissances armées jusqu'aux dents, qui disposent d'armes de destruction massive dans leur arsenal. Aujourd'hui, cette menace est plus forte que jamais. Au début du mois de mars 2022, Poutine a placé les unités nucléaires de l'armée russe en état d'alerte maximale. Dans le même temps, le Belarus a modifié sa Constitution pour autoriser le retour des armes nucléaires sur son territoire. Le ministre français des Affaires étrangères, M. Le Drian, a quant à lui déclaré que "Poutine doit comprendre que l'Alliance atlantique est une alliance nucléaire".

La présente proposition de résolution vise, dans le cadre de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE), à convoquer une conférence de tous les États concernés, afin de concevoir, d'un commun accord, une nouvelle architecture de la sécurité européenne. Cette nouvelle architecture doit être inclusive et collective, et garantir la sécurité indivisible de tous les États concernés, y compris la sécurité de l'Ukraine et de la Fédération de Russie.

Mais il faut au préalable amorcer la désescalade du conflit actuel. Cela passe nécessairement par un cessez-le-feu immédiat et complet, le retrait de toutes les troupes russes d'Ukraine et une reprise immédiate des négociations dans le cadre du format Normandie et avec le Groupe de contact trilatéral sur la base des accords de Minsk II. Dans la présente proposition de résolution, la Chambre des représentants demande au gouvernement belge de plaider en ce sens au sein de l'Union européenne, de l'OSCE et des Nations Unies. Cette proposition s'inscrit donc dans la droite ligne de la résolution ES-11/1, qui a été adoptée le 2 mars 2022 lors d'une réunion convoquée en urgence de l'Assemblée générale des Nations Unies. Cette résolution a été adoptée par 141 des 193 États membres, seuls cinq pays s'y étant opposés. Les demandes qu'elle contient bénéficient donc d'un large soutien.¹

La résolution ES-11/1 déplore vivement l'invasion de l'Ukraine par la Fédération de Russie, exige le retrait immédiat des forces russes d'Ukraine, confirme l'intégrité territoriale et l'indépendance de ce pays et demande à

¹ https://en.wikisource.org/wiki/United_Nations_General_Assembly_resolution_ES-11/1

een belangrijke leverancier van grondstoffen en energie; het is dus in het belang van Europa en van de wereld om een *modus vivendi* te zoeken. Het ergste wat nu kan gebeuren, is een aanhoudend conflict dat een hele regio maandenlang in grote chaos brengt en ontelbare mensenlevens zal kosten. In het worstcasescenario loopt deze oorlog uit op een gewapend conflict tussen Rusland en de Navo-landen: twee tot de tanden gewapende krachten, met massavernietigingswapens in hun arsenaal. Vandaag is die bedreiging sterker dan ooit. Begin maart 2022 bracht Poetin de nucleaire eenheden van het Russische leger in de hoogste staat van paraatheid. Op hetzelfde moment wijzigde Wit-Rusland zijn Grondwet om opnieuw kernwapens op zijn grondgebied toe te laten. De Franse minister van Buitenlandse Zaken, de heer Le Drian, reageerde op zijn beurt door te stellen dat "Poetin moet begrijpen dat de Atlantische alliantie een nucleaire alliantie is".

Dit voorstel van resolutie beoogt, in het kader van de Organisatie voor Veiligheid en Samenwerking in Europa (OVSE), een conferentie samen te roepen van alle betrokken staten om in onderling overleg een nieuwe Europese veiligheidsarchitectuur te ontwerpen. Die nieuwe constructie moet inclusief en collectief zijn en de ondeelbare veiligheid van alle betrokken staten garanderen, inclusief de veiligheid van Oekraïne en van de Russische Federatie.

Maar vooraleer dit aan de orde is, is er nood aan de-escalatie van het huidige conflict. Dat vereist een onmiddellijk en alomvattend staakt-het-vuren, de terugtrekking van alle Russische troepen uit Oekraïne en een directe heropstart van de onderhandelingen in het kader van het Normandië-formaat en met de Trilaterale Contactgroep op basis van de Minsk II-akkoorden. In dit voorstel van resolutie roept de Kamer van volksvertegenwoordigers de Belgische regering ertoe op om dit te bepleiten binnen de Europese Unie, de OVSE en de Verenigde Naties. Het voorstel van resolutie plaatst zich daarmee in de lijn van resolutie ES-11/1, die op 2 maart 2022 werd aangenomen tijdens een bij hoogdringendheid samengeroepen buitengewone bijeenkomst van de Algemene Vergadering van de Verenigde Naties. Daar hebben 141 van de 193 lidstaten voor het voorstel van resolutie gestemd, met slechts vijf tegenstemmen. Er bestaat dus een breed draagvlak voor de verzoeken die erin geuit worden.¹

Resolutie ES-11/1 betreurt in de sterkste bewoordingen de agressie van de Russische Federatie tegen Oekraïne, vraagt de onmiddellijke terugtrekking van de Russische troepen uit Oekraïne, bevestigt de territoriale

¹ https://en.wikisource.org/wiki/United_Nations_General_Assembly_resolution_ES-11/1

la Fédération de Russie de revenir sur sa décision de reconnaître les républiques populaires autoproclamées de Donetsk (DPR) et de Lougansk (LPR). Par ailleurs, elle appelle toutes les parties à respecter les accords de Minsk et à collaborer de manière constructive dans les cadres internationaux pertinents, notamment le format Normandie et le Groupe de contact trilatéral, afin de garantir leur mise en œuvre intégrale. Elle appelle également à un règlement pacifique immédiat du conflit entre la Fédération de Russie et l'Ukraine par le dialogue politique, les négociations, la médiation et d'autres moyens pacifiques et se félicite des efforts déployés par le Secrétaire général et les États membres des Nations Unies, de l'OSCE et d'autres organisations internationales et régionales en vue d'une désescalade du conflit actuel.

Dans notre pays, comme ailleurs en Europe et bien au-delà, de nombreuses personnalités du monde politique, de la société civile et du monde académique appellent à une désescalade du conflit, à une solution négociée et à l'arrêt de l'armement des parties belligérantes et de la guerre économique au moyen de sanctions unilatérales. Les sanctions lourdes et globales récemment imposées par l'occident touchent non seulement l'ensemble de la population de la Fédération de Russie, mais déstabilisent également l'économie mondiale et risquent de provoquer partout – y compris en Europe – de l'inflation, des pertes d'emplois, une perturbation des chaînes d'approvisionnement et des pénuries de biens de première nécessité. Dans certaines parties du Moyen-Orient et de l'Afrique, elles pourraient même, dit-on, conduire à la famine. Nous citons ci-dessous quelques-unes de ces voix.

Yurii Sheliazhenko, président du mouvement pacifiste ukrainien, écrit:

“Saber-rattling in and over Ukraine should be stopped, Russian and U.S./NATO military forces should be withdrawn. An international moratorium should be introduced on arms supply to Ukraine and Russian-controlled Donbass and Crimea. (...) The peaceful settlement of the current conflict should be achieved on the basis of strict compliance with the ceasefire previously agreed in the Normandy and Minsk formats, in further inclusive and comprehensive peace talks between all state and non-state actors.”²

Ludo De Brabander (Asbl Vrede) écrit:

“Les bombardements doivent cesser immédiatement. Ce qu'il faut, c'est un cessez-le-feu global, le retrait de

² <https://truth.in.ua/en/public/1206/>.

intégrité et indépendance de ce pays et demande à la Fédération de Russie de reconnaître les républiques populaires autoproclamées de Donetsk (DPR) et de Lougansk (LPR) et de respecter les accords de Minsk. Elle appelle également toutes les parties à collaborer de manière constructive dans les cadres internationaux pertinents, notamment le format Normandie et le Groupe de contact trilatéral, afin de garantir leur mise en œuvre intégrale. Elle appelle également à un règlement pacifique immédiat du conflit entre la Fédération de Russie et l'Ukraine par le dialogue politique, les négociations, la médiation et d'autres moyens pacifiques et se félicite des efforts déployés par le Secrétaire général et les États membres des Nations Unies, de l'OSCE et d'autres organisations internationales et régionales en vue d'une désescalade du conflit actuel.

In ons land, zoals elders in Europa en ver daarbuiten, roepen tal van personaliteiten uit de politiek, het middenveld en de academische wereld op tot een de-escalatie van het conflict, tot een onderhandelde oplossing en tot het stoppen van de bewapening van de strijdende partijen en de economische oorlogsvoering door unilaterale sancties. De verregaande en alomvattende sancties die het westen recent opgelegd heeft, treffen niet alleen de hele bevolking van de Russische Federatie, maar ontwrichten ook de globale economie en dreigen overall – inclusief in Europa – inflatie, jobverlies, verstoorde aanvoerketens en tekorten aan basisgoederen te veroorzaken. In delen van het Midden-Oosten en Afrika kunnen ze naar verluidt zelfs tot hongersnood leiden. We citeren hier enkele van die stemmen.

Yurii Sheliazhenko, voorzitter van de Oekraïense vredesbeweging, schrijft:

“Saber-rattling in and over Ukraine should be stopped, Russian and U.S./NATO military forces should be withdrawn. An international moratorium should be introduced on arms supply to Ukraine and Russian-controlled Donbass and Crimea. (...) The peaceful settlement of the current conflict should be achieved on the basis of strict compliance with the ceasefire previously agreed in the Normandy and Minsk formats, in further inclusive and comprehensive peace talks between all state and non-state actors.”²

Ludo De Brabander (Vrede vzw) schrijft:

“De bombardementen moeten onmiddellijk stoppen. Wat nodig is, is een alomvattend staakt-het-vuren, de

² <https://truth.in.ua/en/public/1206/>.

toutes les troupes et un retour à la table des négociations. Les réactions politiques occidentales doivent se concentrer sur la désescalade, la reprise des discussions et la prévention du renforcement de la haine et de la confrontation. Nous rejetons les sanctions qui touchent la population civile. À long terme, il convient d'œuvrer enfin à une politique de sécurité commune fondée sur les principes de l'Acte final d'Helsinki. Il n'existe pas de politique de sécurité qui soit au détriment de la partie adverse et qui se fonde sur le militarisme et la confrontation. L'asbl Vrede prévient qu'une nouvelle escalade de la guerre et un renforcement des tensions réciproques entre les puissances nucléaires peuvent avoir des conséquences dangereuses. L'Europe ne peut pas se permettre une nouvelle guerre. À long terme, l'Europe a besoin de désarmement et de démilitarisation.”³

Annemarie Gielen, de Pax Christi, a déclaré lors de la manifestation contre la guerre organisée à Bruxelles le 26 février 2022:

“La force de l'OSCE réside dans son objectif: accroître la sécurité en Europe et renforcer la coopération entre les États membres. Il n'est pas possible d'avancer rapidement, mais le meilleur moyen de parvenir à une paix durable est de travailler à la fois sur la sécurité et sur la coopération. Après l'effondrement de l'Union soviétique, la réflexion sur la sécurité a continué à être dominée par un discours militaire, ce qui a entraîné d'énormes dépenses en ressources militaires. La guerre qui fait à nouveau rage aujourd'hui montre que ce type de discours nuit à la sécurité effective et concrète des citoyens. Nous avons besoin de toute urgence de mesures propres à restaurer la confiance. (...) Pour que l'image d'hostilité puisse s'estomper et faire place à des relations normales fondées sur le respect mutuel, il est indispensable de réunir les citoyens autour de projets concrets ou d'accords de coopération.”

Au cours de cette même manifestation, Pierre Galand, ancien sénateur PS et pionnier du mouvement pacifiste en Belgique, a déclaré:

“Notre pays, comme le fit à un moment donné un ministre des Affaires étrangères qui s'appelait Monsieur Harmel, est capable d'avoir une doctrine, une doctrine qui est celle du désarmement. Une doctrine qui est celle de la dénucléarisation. Une doctrine qui est celle de la coopération en Europe entre tous les peuples de l'Europe.”

Lors d'une émission diffusée sur la VRT, les professeurs de politique internationale Tom Sauer et David Crikemans ont, eux aussi, posé la question de savoir

³ <https://vrede.be/nl/nieuws/vrede-vzw-veroordeelt-de-russische-militaire-agressie-tegen-oekraïne>.

terugtrekking van alle troepen en een terugkeer naar de onderhandelingstafel. Westerse politieke reacties moeten gericht zijn op de-escalatie, het hervatten van de besprekingen, en het vermijden van verdere haat en confrontatie. Sancties die de burgerbevolking treffen, wijzen we af. Op lange termijn moet er eindelijk werk gemaakt worden van een gemeenschappelijk veiligheidsbeleid op basis van de principes van de Slotakte van Helsinki. Er bestaat geen veiligheidspolitiek die ten koste gaat van de tegenpartij en gebaseerd is op militarisme en confrontatie. Vrede vzw waarschuwt dat een nog verdere escalatie van de oorlog en het opdrijven van de wederzijdse spanningen tussen kernwapenmachten gevaarlijke consequenties kan hebben. Europa kan zich geen nieuwe oorlog veroorloven. Op lange termijn heeft Europa nood aan ontwapening en demilitarisering.”³

Tijdens een toespraak op de betoging tegen de oorlog in Brussel op 26 februari 2022 zei Annemarie Gielen van Pax Christi:

“De kracht van de OVSE ligt in haar doel: de veiligheid in Europa vergroten en de onderlinge samenwerking tussen de lidstaten versterken. Snelle stappen vooruit kunnen we niet zetten, toch is werken aan veiligheid én samenwerking de beste combinatie om tot langdurige vrede te komen. Na het uiteenvallen van de Sovjet-Unie is het veiligheidsdenken blijvend gedomineerd door een militair discours, met enorme uitgaven voor militaire middelen tot gevolg. De oorlog die vandaag opnieuw in alle hevigheid opflakert, is het bewijs dat dit soort discours nefast is voor de effectieve, tastbare veiligheid van burgers. Wij moeten dringend werk maken van vertrouwenwekkende maatregelen. (...) Enkel door mensen samen te brengen in concrete projecten of samenwerkingsverbanden kan het vijandbeeld wegebben en plaatsmaken voor normale relaties op basis van wederzijds respect.”

Tijdens dezelfde actie in Brussel stelde Pierre Galand, voormalig PS-senator en pionier van de vredesbeweging in België:

“*Notre pays, comme le fit à un moment donné un ministre des Affaires étrangères qui s'appelait Monsieur Harmel, est capable d'avoir une doctrine, une doctrine qui est celle du désarmement. Une doctrine qui est celle de la dénucléarisation. Une doctrine qui est celle de la coopération en Europe entre tous les peuples de l'Europe.*”

Op de VRT vroegen de professoren internationale politiek Tom Sauer en David Crikemans zich eveneens af of er wel voldoende is nagedacht over de mogelijke

³ <https://vrede.be/nl/nieuws/vrede-vzw-veroordeelt-de-russische-militaire-agressie-tegen-oekraïne>.

si l'on avait suffisamment réfléchi aux conséquences possibles des livraisons d'armes. Sur la scène internationale, d'aucuns, comme l'ancien premier ministre français Dominique De Villepin, l'ancienne ministre Ségolène Royal et l'ancien président du parti travailliste britannique Jeremy Corbyn, prônent la désescalade et une solution diplomatique au conflit.

Nous devons avant tout promouvoir une désescalade de la violence et chercher les moyens de mettre fin le plus rapidement possible à l'effusion de sang. C'est pour cela que la présente proposition de résolution demande au gouvernement d'appeler dans tous les forums internationaux et multilatéraux à un cessez-le-feu immédiat et complet, au retrait de toutes les troupes russes d'Ukraine et à la reprise rapide des négociations entre la Russie et l'Ukraine sur la base des accords de Minsk II.

Nous souhaitons également la levée des mesures économiques coercitives qui frappent durement la population locale (et mondiale). Il conviendrait de remplacer ces mesures par des sanctions ciblées plus sévères infligées aux oligarques et à l'entourage du président Poutine. Dans ce contexte, nous déplorons le manque de transparence fiscale en Europe, récemment mis en exergue par les "Paradise Papers", qui empêche de tracer la plupart des actifs des oligarques russes, car ils sont cachés dans des paradis fiscaux européens et autres. Nous demandons donc la création d'un registre financier mondial reprenant des informations sur le patrimoine, les biens immobiliers, les actifs financiers et la propriété effective des actifs. Nous demandons également au gouvernement d'insister pour que les paradis fiscaux européens coopèrent pleinement à la création de ce registre financier et pour que l'UE impose des sanctions aux paradis fiscaux européens qui refusent de coopérer.

Considérant que les sanctions actuelles sous tous azimuts auront également de lourdes conséquences pour les ménages belges et européens et que ceux-ci n'ont pas à payer le prix de cette crise, la présente proposition de résolution appelle le gouvernement à prendre des mesures en faveur des ménages et à octroyer des subventions pour éviter que leur situation déjà difficile ne soit aggravée par des augmentations de prix supplémentaires, notamment dans le domaine de l'énergie et par l'inflation y afférente. Les travailleurs subissent déjà aujourd'hui de plein fouet les conséquences de la crise. Cette hausse des prix entraîne une inflation dans tous les secteurs, ce qui se traduit par une baisse relative des salaires. Les mesures de soutien proposées par les gouvernements, y compris le gouvernement belge, sont dérisoires par rapport à l'ampleur des augmentations. Et cela pourrait n'être que le début si la guerre se poursuit et si aucune solution diplomatique n'est trouvée. Il est donc capital

conséquences van de wapenleveringen. Op internationaal vlak pleiten bijvoorbeeld ex-premier van Frankrijk Dominique De Villepin, ex-minister Ségolène Royal en de vroegere voorzitter van het Britse Labour, Jeremy Corbyn, voor de-escalatie en een diplomatieke oplossing voor het conflict.

Het moge duidelijk zijn: we moeten in de eerste plaats streven naar de-escalatie en manieren zoeken om zo snel mogelijk een einde te maken aan het bloedvergieten. Daarom vragen wij in dit voorstel van resolutie de regering om in alle internationale en multilaterale fora aan te dringen op een onmiddellijk en alomvattend staakt-het-vuren, de terugtrekking van alle Russische troepen uit Oekraïne en een snelle heropstart van de onderhandelingen tussen Rusland en Oekraïne op basis van de Minsk II-akkoorden.

Wij pleiten ook voor de opheffing van economische dwangmaatregelen die de lokale (en globale) bevolking hard treffen. In plaats daarvan moeten er strengere gerichte sancties aan de oligarchen en de entourage van president Poetin worden opgelegd. In dat kader betreuren wij het gebrek, dat recent nog aangetoond werd in de zogenaamde "Paradise Papers", aan fiscale transparantie in Europa, waardoor de meeste activa van de Russische oligarchen niet getraceerd kunnen worden aangezien zij verborgen zijn in Europese en andere belastingparadijzen. Wij roepen er dus toe op om een mondiaal financieel register op poten te zetten met informatie over vermogen, vastgoed, financiële activa en uiteindelijke eigendom van activa, en erop aan te dringen dat Europese belastingparadijzen volledig meewerken aan het opzetten van dit financiële register en dat de EU sancties oplegt aan belastingparadijzen in de EU die weigeren hieraan mee te werken.

Gezien het feit dat de huidige omvattende sancties ook voor de Belgische en Europese gezinnen zware gevolgen zullen hebben en dat zij de prijs van deze crisis niet mogen betalen, roept dit voorstel van resolutie de regering ertoe op om voor de huishoudens maatregelen te nemen en subsidies in te voeren, om zo te voorkomen dat hun nu al moeilijke situatie verergert door bijkomende prijsstijgingen voor onder meer energie en de inflatie die daarbij hoort. Vandaag krijgt de werkende klasse al de volle laag. Deze prijsstijging drijft de inflatie in alle sectoren op, met een relatieve daling van de lonen als gevolg. De steunmaatregelen die door de regeringen – waaronder de Belgische regering – worden voorgesteld, zijn belachelijk in vergelijking met de omvang van de stijgingen. En dit zou nog maar het begin kunnen zijn als de oorlog niet ophoudt en er geen diplomatieke oplossing wordt gevonden. Daarom moeten de regeringen meteen actie ondernemen om

que les gouvernements interviennent immédiatement pour sauvegarder le pouvoir d'achat des travailleurs, en décidant une réduction immédiate et structurelle de la TVA sur l'énergie (électricité, gaz et mazout) et une réduction des accises sur les carburants et en prenant des mesures de contrôle des prix.

Au travers de la présente proposition de résolution, nous souhaitons également que la Chambre exprime ses vives préoccupations sur le fait que la guerre russe menée contre l'Ukraine a donné un nouvel élan à la course aux armements en Europe et entraîne une augmentation dramatique des dépenses militaires. Au lieu d'augmenter les dépenses militaires, nous appelons donc à investir encore davantage dans l'aide humanitaire apportée aux victimes de cette guerre et dans l'accueil de ceux qu'elle a mis en fuite.

Il devrait être clair pour tout le monde qu'il est nécessaire que l'Union européenne entretienne de bonnes relations avec son important et puissant voisin oriental. Une paix durable en Europe ne peut exister que si la sécurité de tous est garantie. La sécurité ne peut être un jeu à somme nulle. Sur le plan économique, les deux parties ont également intérêt à coopérer et à entretenir de bonnes relations, alors qu'elles subiront des préjudices en cas de confrontation, ce qui apparaît à nouveau cruellement aujourd'hui.

On ne peut suffisamment souligner que nous avons actuellement atteint un moment charnière crucial: nous vivons la fin de la période unipolaire qui a suivi la Guerre froide et nous nous dirigeons vers un monde multipolaire. La priorité absolue pour l'instant doit être, non seulement pour notre pays mais également pour toute l'Europe, d'organiser aussi vite que possible une conférence sur la paix, la sécurité et la coopération en Europe qui réunit autour de la table toutes les parties, pour veiller à une désescalade et à un règlement diplomatique du conflit. Ces négociations peuvent être menées sur la base des principes contenus dans la Charte des Nations Unies, dans l'Acte final des Accords d'Helsinki de 1975 et dans la Charte de Paris de 1990. Ces négociations doivent aboutir à une nouvelle architecture de sécurité commune pour l'Europe. La stabilité et la paix en Europe requièrent une approche différente de la surenchère militaire, une approche privilégiant le règlement pacifique des conflits, la maîtrise des armements et des mesures de désarmement. La sécurité belge et européenne ne pourra jamais être garantie en investissant des milliards supplémentaires dans les armes.

Notre pays dispose d'une expertise importante en matière de gestion des conflits. La Belgique peut et doit jouer un rôle de premier plan pour réunir autour de la table toutes les parties. Les nombreuses personnes

de koopkracht van de werknemers te beschermen, met een onmiddellijke en structurele verlaging van de btw op energie (elektriciteit, gas en stookolie), een verlaging van de accijnzen op brandstof en ook maatregelen om de prijzen te beheersen.

Met dit voorstel van resolutie willen wij ook dat de Kamer haar ernstige bezorgdheid uitspreekt over het feit dat de Russische oorlog tegen Oekraïne de wapenwedloop in Europa een nieuwe impuls heeft gegeven en tot een dramatische stijging van de militaire uitgaven leidt. Wij roepen er dan ook toe op om in plaats daarvan nog meer in te zetten op humanitaire hulpverlening aan de slachtoffers van deze oorlog en de opvang van allen die erdoor op de vlucht gedreven worden.

Het zou voor iedereen duidelijk moeten zijn dat goede relaties tussen de Europese Unie en haar belangrijke en machtige oostelijke buurland noodzakelijk zijn. Een duurzame veiligheid van Europa kan maar bestaan wanneer de veiligheid van allen gegarandeerd wordt. Veiligheid kan geen nulsomspel (*zero sum game*) zijn. Ook economisch doen beide partijen hun voordeel bij samenwerking en goede relaties en lijden beide partijen schade bij confrontatie. Dat wordt vandaag opnieuw pijnlijk duidelijk.

Het kan niet genoeg worden benadrukt dat we vandaag een cruciaal overgangsmoment bereikt hebben: wij beleven het einde van de unipolaire periode die volgde op de koude oorlog en gaan in de richting van een multipolaire wereld. De absolute prioriteit op dit moment, niet alleen voor ons land, maar voor heel Europa, moet nu zijn om zo snel mogelijk een conferentie voor vrede, veiligheid en samenwerking in Europa te organiseren die alle partijen rond de tafel brengt, om te zorgen voor de-escalatie en een diplomatieke oplossing voor het conflict. Die onderhandelingen kunnen gebeuren op basis van de principes van het Handvest van de Verenigde Naties, de slotakte van de Helsinki-akkoorden van 1975 en het Handvest van Parijs van 1990. Dat moet uitmonden in een nieuwe, gezamenlijke veiligheidsarchitectuur voor Europa. Voor stabiliteit en vrede in Europa is een andere aanpak nodig dan militair opbod, een aanpak van vreedzame conflictoplossing, wapenbeheersing en ontwapeningsmaatregelen. De Belgische en Europese veiligheid kan nooit gegarandeerd worden door meer miljarden te investeren in wapentuig.

Ons land heeft belangrijke expertise in conflictbemiddeling. België kan en moet dan ook een voortrekkersrol spelen in het rond de tafel brengen van alle partijen. Het feit dat zowel in Rusland als in ons land en op vele

qui descendent actuellement dans les rues en Russie, dans notre pays et dans de nombreux autres endroits, pour protester contre cette guerre, indiquent que la population soutient une politique de désescalade et de diplomatie, un soutien qui ne cessera de croître à mesure que nous serons confrontés aux potentielles conséquences économiques et sociales désastreuses de l'escalade actuelle.

Nabil BOUKILI (PVDA-PTB)
Raoul HEDEBOUW (PVDA-PTB)
Steven DE VUYST (PVDA-PTB)
Peter MERTENS (PVDA-PTB)
Greet DAEMS (PVDA-PTB)
Sofie MERCKX (PVDA-PTB)

plaatsen in de wereld op dit moment mensen op straat komen om te protesteren tegen deze oorlog, geeft aan dat er een draagvlak bestaat bij de bevolking voor een beleid van de-escalatie en diplomatie, een draagvlak dat enkel nog zal toenemen naarmate we meer geconfronteerd zullen worden met de potentieel rampzalige economische en sociale gevolgen van de huidige escalatie.

PROPOSITION DE RÉOLUTION

LA CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS,

A. constatant que l'invasion de l'Ukraine par l'armée russe le 24 février 2022 constitue une violation inadmissible de la Charte des Nations Unies, du droit international et de la souveraineté de l'État ukrainien et que les combats mortels se poursuivent sans relâche et font toujours plus de victimes;

B. condamnant la reconnaissance par la Russie des prétendues républiques populaires de Donetsk et Lougansk;

C. prenant acte des allocutions du président russe Vladimir Poutine des 21 et 24 février 2022;

D. constatant que plusieurs États d'Europe et d'Amérique du Nord livrent des armes et du matériel militaire à l'Ukraine;

E. constatant que l'Union européenne, le Royaume-Uni, les États-Unis, le Canada, l'Australie, la Nouvelle-Zélande, le Japon et la Corée du Sud ont pris de lourdes sanctions à l'encontre de la Fédération de Russie;

F. soulignant que les sanctions peuvent avoir des conséquences particulières pour les ménages belges et que ceux-ci n'ont pas à payer le prix de cette crise;

G. renvoyant à la résolution ES-11/1 adoptée au cours d'une réunion extraordinaire de l'Assemblée générale des Nations Unies le 2 mars 2022;

H. rappelant l'accord de Minsk II signé le 12 février 2015;

I. rappelant l'Acte final signé à Helsinki en 1975;

J. renvoyant à la Charte de Paris signée en 1990;

K. fortement préoccupée par le fait que la guerre menée par la Russie contre l'Ukraine a relancé la course aux armements en Europe et qu'elle a entraîné une augmentation dramatique des dépenses militaires;

L. fortement préoccupée par le risque d'escalade nucléaire du conflit;

M. soulignant que la stabilité militaire et la paix en Europe exigent une résolution pacifique des conflits, la maîtrise des armements et des mesures de désarmement;

VOORSTEL VAN RESOLUTIE

DE KAMER VAN VOLKSVERTEGENWOORDIGERS,

A. constateert dat de inval van het Russische leger in Oekraïne op 24 februari 2022 een onaanvaardbare schending is van het Handvest van de Verenigde Naties, het internationaal recht en de soevereiniteit van de staat Oekraïne en dat de dodelijke gevechten nog altijd verder gaan en almaar meer slachtoffers eisen;

B. veroordeelt de Russische erkenning van de zogenaamde Volksrepublieken van Donetsk en Loegansk;

C. neemt akte van de toespraken die de Russische president Vladimir Poetin op 21 en 24 februari 2022 hield;

D. constateert dat meerdere Europese en Noord-Amerikaanse staten wapens en militair materiaal leveren aan Oekraïne;

E. stelt vast dat de Europese Unie, het Verenigd Koninkrijk, de Verenigde Staten, Canada, Australië, Nieuw-Zeeland, Japan en Zuid-Korea verregaande sancties hebben genomen tegen de Russische Federatie;

F. onderstreept dat de sancties specifieke gevolgen kunnen hebben voor Europese huishoudens en dat zij de prijs van deze crisis niet mogen betalen;

G. verwijst naar resolutie ES-11/1 die werd aangenomen tijdens een buitengewone bijeenkomst van de Algemene Vergadering van de Verenigde Naties op 2 maart 2022;

H. herinnert aan het Minsk II-akkoord, ondertekend op 12 februari 2015;

I. herinnert aan de Slotakte van Helsinki uit 1975;

J. verwijst naar het Handvest van Parijs uit 1990;

K. uit ernstige bezorgdheid over het feit dat de Russische oorlog tegen Oekraïne de wapenwedloop in Europa een nieuwe impuls heeft gegeven en tot een dramatische stijging van de militaire uitgaven heeft geleid;

L. uit ernstige bezorgdheid over een mogelijke nucleaire escalatie van het conflict;

M. benadrukt dat militaire stabiliteit en vrede in Europa vreedzame conflictoplossing, wapenbeheersing en ontwapeningsmaatregelen vereisen;

N. rappelant que les *Paradise Papers* ont révélé que la plupart des actifs des oligarques russes sont dissimulés dans des paradis fiscaux européens;

O. déplorant que cette absence de transparence fiscale empêche l'Union européenne de prendre des sanctions ciblant les actifs des oligarques russes et donc d'exercer une réelle pression sur ces derniers et sur le président Poutine;

I. CONDAMNE FERMEMENT LA GUERRE CRIMINELLE MENÉE PAR LA RUSSIE CONTRE L'UKRAÏNE, GUERRE QUI VIOLE LE DROIT INTERNATIONAL ET LA SOUVERAINÉTÉ DE L'UKRAÏNE, AINSI QUE LA RECONNAISSANCE PAR LA RUSSIE DES PRÉTENDUES RÉPUBLIQUES POPULAIRES DE DONETSK ET LOUGANSK;

II. DEMANDE AU GOUVERNEMENT FÉDÉRAL:

1. de condamner fermement dans toutes les enceintes internationales et multilatérales la guerre contre l'Ukraine et la reconnaissance desdites républiques populaires;

2. de plaider avec insistance, au sein de toutes les instances internationales et multilatérales compétentes, pour:

a) un cessez-le-feu immédiat et complet, le retrait de toutes les troupes russes d'Ukraine et la relance rapide des négociations suivant le format Normandie, ainsi que dans le Groupe de contact trilatéral sur la base des accords de Minsk II;

b) un investissement accru dans l'aide humanitaire aux victimes de cette guerre et l'accueil de tous les réfugiés poussés sur les routes de l'exil;

c) la levée des mesures économiques coercitives qui touchent la population et leur remplacement par des sanctions plus ciblées à l'encontre des citoyens russes qui détiennent plus de 10 millions d'euros d'actifs immobiliers et financiers au sein de l'Union européenne;

d) la mise sur pied d'un registre financier mondial contenant des informations sur les actifs patrimoniaux, immobiliers, financiers et sur la propriété finale des actifs, en insistant pour que les paradis fiscaux européens collaborent pleinement à la mise en place dudit registre financier et que l'Union européenne impose des sanctions aux paradis fiscaux de l'Union qui refuseraient de collaborer;

e) le lancement de négociations multilatérales avec tous les États concernés à propos d'une nouvelle architecture européenne de sécurité inclusive fondée sur le principe d'une sécurité commune et indivisible telle qu'incarnée par l'Organisation pour la Sécurité et la Coopération en

N. herinnert er in het licht van de *Paradise Papers* aan dat de meeste activa van de Russische oligarchen verborgen zijn in Europese belastingparadijzen;

O. betreurt dit gebrek aan fiscale transparantie, waardoor de EU geen sancties kan treffen die gericht zijn op de activa van de Russische oligarchen en daardoor geen echte druk op hen en op Poetin kan uitoefenen;

I. VEROORDEELT KRACHTIG DE CRIMINELE RUSSISCHE OORLOG TEGEN OEKRAÏNE, DIE EEN SCHENDING IS VAN HET INTERNATIONAAL RECHT EN VAN DE SOEVEREINITEIT VAN OEKRAÏNE, EN DE ERKENNING DOOR RUSLAND VAN DE ZOGENAAMDE VOLKSREPUBLICEN VAN DONETSK EN LOEGANSK;

II. VERZOEKT DE FEDERALE REGERING:

1. op alle internationale en multilaterale fora de oorlog tegen Oekraïne en de erkenning van de genoemde volksrepublieken met klem te veroordelen;

2. op alle relevante internationale en multilaterale fora aan te dringen op:

a) een onmiddellijk en alomvattend staakt-het-vuren, de terugtrekking van alle Russische troepen uit Oekraïne en een prompte heropstart van de onderhandelingen in het Normandië-formaat en in de Trilaterale Contactgroep op basis van de Minsk II-akkoorden;

b) een grotere investering in humanitaire hulpverlening aan de slachtoffers van deze oorlog en de opvang van allen die erdoor op de vlucht gedreven worden;

c) de opheffing van economische dwangmaatregelen die de bevolking treffen en hun vervanging door meer gerichte sancties tegen Russische personen die meer dan 10 miljoen euro aan vastgoed en financiële activa in de EU bezitten;

d) het opzetten van een mondiaal financieel register met informatie over vermogen, vastgoed, financiële activa en uiteindelijke eigendom van activa, door er op aan te dringen dat Europese belastingparadijzen volledig meewerken aan het opzetten van dit financiële register en dat de EU sancties oplegt aan belastingparadijzen in de EU die weigeren samen te werken;

e) het opstarten van multilaterale onderhandelingen met alle betrokken staten over een nieuwe en inclusieve Europese veiligheidsarchitectuur, gebaseerd op het principe van gemeenschappelijke en ondeelbare veiligheid, zoals belichaamd door de Organisatie voor Veiligheid

Europe et définie dans les accords d'Helsinki et la Charte de Paris qui en constituent les fondements;

f) la relance du processus de désarmement nucléaire, d'abord entre la Russie et les États-Unis, qui possèdent 90 % de l'ensemble de l'arsenal nucléaire, puis entre toutes les puissances nucléaires;

g) l'adoption immédiate de mesures visant à protéger le pouvoir d'achat des travailleurs, avec une réduction immédiate et structurelle de la TVA sur l'énergie (électricité, gaz et mazout) et une réduction des accises sur les carburants, et l'adoption de mesures supplémentaires de contrôle des prix des produits de base afin que la situation déjà difficile des ménages ne s'aggrave pas à la suite de nouvelles augmentations de prix, notamment de l'énergie, causées par la guerre et les sanctions, et de la hausse de l'inflation qui s'ensuit.

7 mars 2021

Nabil BOUKILI (PVDA-PTB)
Raoul HEDEBOUW (PVDA-PTB)
Steven DE VUYST (PVDA-PTB)
Peter MERTENS (PVDA-PTB)
Greet DAEMS (PVDA-PTB)
Sofie MERCKX (PVDA-PTB)

en Samenwerking in Europa en zoals vastgesteld in de Helsinki-akkoorden en het Handvest van Parijs waarop deze organisatie gebaseerd is;

f) het heropstarten van het nucleaire ontwapeningsproces, allereerst tussen Rusland en de Verenigde Staten, die samen 90 % van alle kernwapens bezitten, en in een tweede fase met alle kernmachten;

g) het onmiddellijk ondernemen van actie om de koopkracht van de werknemers te beschermen, met een onmiddellijke en structurele verlaging van de btw op energie (elektriciteit, gas en stookolie), een verlaging van de accijnzen op brandstof, en ook het nemen van verdere maatregelen om de prijzen van de basisproducten te beheersen om ervoor te zorgen dat de nu al moeilijke situatie voor de huishoudens niet verergert door bijkomende prijsstijgingen, veroorzaakt door de oorlog en de sancties, van onder meer energie en door de stijgende inflatie die zij veroorzaken.

7 maart 2021